



État des résultats prospectif
(non audité)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

Développement économique Canada pour le Pacifique
État des résultats prospectif (non audité)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars
(en dollars)

	Résultats projetés de 2021-2022		Résultats prévus de 2022-2023
Charges			
Services aux entreprises	33 973 028	\$	82 563 746
Croissance des entreprises	35 062 986		76 156 043
Initiatives communautaires	51 583 578		42 267 512
Innovation	8 428 487		20 741 324
Services internes	4 322 866		7 243 182
Charges engagées pour le compte du gouvernement	(25 190 925)		3 173 475
Total des charges	108 180 020		232 145 282
Revenus			
Amortissement d'escompte	0		1 750 513
Intérêt	1 124		562
Autre	238		178
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(1 286)		(1 751 198)
Total des revenus	76		55
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	108 179 944	\$	232 145 227
			\$

Les notes complémentaires font partie intégrante de l'état des résultats prospectif.

Développement économique Canada pour le Pacifique

Notes à l'état des résultats prospectif (non audité)

Pour l'exercice se terminant le 31 mars

1. Méthodologie et hypothèses importantes

L'état des résultats prospectif a été établi en fonction des priorités du gouvernement et des plans ministériels qui sont décrits dans le plan ministériel.

Les renseignements présentés dans les résultats projetés de l'exercice 2021-2022 sont fondés sur les résultats réels en date du 30 novembre 2021 et sur les prévisions pour le reste de l'exercice. Des prévisions ont été réalisées pour les résultats prévus de l'exercice 2022-2023.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- Les activités du ministère resteront, pour l'essentiel, les mêmes que celles de l'exercice précédent;
- Les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont fondés sur l'expérience acquise. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.
- Les provisions pour créances irrécouvrables sont basées sur l'expérience acquise. On prévoit que le modèle historique général sera maintenu.

Ces hypothèses sont adoptées en date du 30 novembre 2021.

2. Variation et évolution des prévisions financières

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2021-2022 et pour 2022-2023, les résultats réels des deux exercices risquent de différer des prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Lors de la préparation du présent état des résultats prospectif, Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan) a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Elles sont fondées sur l'expérience acquise et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances, et sont évaluées de façon continue.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et l'état des résultats historique incluent :

- le moment et le montant des acquisitions et des aliénations de biens immobiliers, d'installations de production et d'équipements qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement;
- la mise en œuvre de nouvelles conventions collectives;
- la conjoncture économique, qui peut avoir une incidence à la fois sur le montant des revenus perçus et sur la possibilité de recouvrer les créances de prêts;
- les taux d'intérêt en vigueur au moment de la présentation du rapport, lesquels auront une incidence sur la valeur actualisée nette des prêts sans intérêt;
- les modifications supplémentaires au budget de fonctionnement en raison de nouvelles initiatives ou de rajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.

Une fois que le plan ministériel est déposé au Parlement, PrairiesCan ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts seront expliqués dans le rapport ministériel sur les résultats.

3. Sommaire des principales conventions comptables

L'état des résultats prospectif a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice 2021-2022, et s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Charges

Les paiements de transfert sont passés en charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité.

Les autres charges sont généralement comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services sont rendus et comprennent les charges de fonctionnement liées au personnel, services professionnels et spéciaux, réparation et entretien, services publics, fournitures et approvisionnement, ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles. Les autres charges incluent des provisions qui tiennent compte des changements de la valeur des actifs et des passifs, y compris les provisions pour créances douteuses, les prêts, les placements, les avances et la désuétude des stocks. De plus, les charges incluent l'utilisation des stocks et des charges payées d'avance ainsi que d'autres.

b) Revenus

Les revenus provenant de droits réglementaires sont constatés en fonction des services fournis au cours de l'exercice.

Les fonds reçus de tiers de l'extérieur à des fins précises sont comptabilisés à leur réception en tant que revenus reportés. Ils sont constatés dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les revenus reportés se composent des montants reçus à l'avance pour la livraison de biens et la prestation de services qui seront reconnus à titre de revenus dans un exercice ultérieur où ils seront gagnés.

Les autres revenus sont constatés dans l'exercice où s'est produit l'événement qui a donné lieu aux revenus.

Les revenus non disponibles pouvant maintenant être dépensés ne peuvent servir à acquitter les passifs de PacifiCan. Bien que l'on s'attende à ce que l'administrateur général maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité pour disposer des revenus non disponibles pouvant maintenant être dépensés. Par conséquent, les revenus non disponibles sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont présentés en réduction du montant brut des revenus de PacifiCan.

4. Autorisations parlementaires

PacifiCan est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties à PacifiCan ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées au cours de l'exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net de PacifiCan pour l'exercice diffère suivant qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées

	Résultats projetés de 2021-2022	Résultats prévus de 2022-2023
	(en dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	108 179 944	\$ 232 145 227 \$
Rajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations :		
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(1 350 953)	(2 273 563)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et de congés compensatoires	3 789	(736 998)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(71 774)	8 545
Diminution (augmentation) des charges à payer non portées à une autorisation	19 932	173 550
Remboursement de charges des exercices antérieurs	46 829	48 991
Autres	76	55
Total des postes qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations	(1 352 101)	(2 779 420)
Rajustement pour les postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations :		
Paiements de transfert à remboursement non conditionnel	66 528 591	25 641 715
Hausse des avances aux employés	1 350	3 740
Total des postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations	66 529 941	25 645 455
Utilisation prévue des autorisations demandées	173 357 784	\$ 255 011 262 \$

b) Autorisations demandées

	Résultats projetés de 2021-2022		Résultats prévus de 2022-2023	
	(en dollars)			
Autorisations données/demandées :				
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	22 837 934	\$	26 202 522	\$
Crédit 5 – Paiements de transfert	207 333 025		226 052 644	
Montant des postes législatifs	3 206 984		2 756 096	
Total des autorisations données/demandées	233 377 943	\$	255 011 262	\$
Moins : Estimation des autorisations non utilisées et autres ajustements	(60 020 159)		0	
Autorisations demandées qui devraient être utilisées	173 357 784	\$	255 011 262	\$